

« Plaidoyer pour que les mineurs du monde entier
se reconnaissent dans les souffrances
des caissières de supermarché »

Patrick Duquesne
juin 1996

*«En fait, tu vois, si je me coupe des bouts de doigt, c'est pour ne pas perdre la tête!... Tu vois, le danger, c'est la résignation. Le danger, c'est quand tu laisses le sort te tomber dessus comme les saisons d'une année. Toi, tu supportes et puis tu t'habitues et tu finis par trouver normal que la vie soit comme ça. Ton cerveau se vide et dans la tête, t'as plus que de la polenta. Et moi, la polenta, je l'aime dans l'estomac, pas dans le crâne!...»
(extrait de «Rue des Italiens» - G. Santocono)*

Comme bon nombre de mineurs, celui qui témoigne ici de sa mutilation préférerait perdre un doigt plutôt que d'aller souffrir au fond. Ce cas précis se situe en 1948, dans la région du Centre en Belgique. Mais c'est le propre de tous ceux qui souffrent sous le joug du travail que de chercher par tous les moyens à résister à l'abrutissement, et cette résistance prend toutes sortes de formes.

Aujourd'hui, rien de changé sous le soleil: voilà comment Rita, une hôtesse de l'air américaine, témoigne de sa lutte pour ne pas devenir folle face aux conditions de travail de plus en plus éprouvantes de ce métier, liées aux pressions exercées par la direction pour que les hôtesse assument de plus en plus de tâches au cours d'un même vol. *«Quand je commence à être crevée pendant un vol, j'évite les passagers. Je n'entends pas, je regarde ailleurs, je m'éloigne. J'appelle ça "se défiler sur le tas". Tout dans une compagnie aérienne est fondé sur le travail sentimental: être gentil quand on n'a pas envie de l'être. Je fais tout ce que je peux pour pas devenir cinglée. Il ne suffit pas de rentrer chez soi et de ne plus parler boulot. J'ai besoin de faire quelque chose contre le règlement pour rester saine d'esprit.»* (Extrait de «*In the American workplace*» - Martin Sprouse, 1995).

Quand on lutte pour échapper aux pressions de l'exploitation, l'époque ou le type de travail assumé importe peu, on se sent partie prenante d'une communauté. Qu'on soit homme ou femme, blanc ou noir, belge ou italien, que le boulot soit plus ou moins dur, ces différences disparaissent car on résiste aux mêmes peines, au même ennui. Evidemment, si l'on part des conditions immédiates dans lesquelles se produit l'activité, chaque cas paraît spécifique, chaque situation particulière. Le mineur est un homme, l'hôtesse est une femme. L'un travaille au fond, l'autre en l'air. Les risques d'accident ne sont pas identiques. L'effort n'est pas le même. Bref, tout les distingue. Et c'est ce qui est systématiquement mis en exergue aujourd'hui: *les particularités, les éléments qui différencient les situations.*

Ce plaidoyer veut s'attaquer aux mille et uns mécanismes qui sont le plus souvent mis en avant pour nous empêcher de nous reconnaître comme faisant partie *d'une seule et même classe sociale*, nous qui travaillons pour (sur)vivre et qui sommes soumis à ce titre, à un même dénominateur commun: *l'exploitation.*

Cette vérité toute simple est aujourd'hui tout bonnement «imprononçable»: on ne peut plus *dire* l'exploitation. L'évoquer, c'est la plupart du temps voir son interlocuteur balayer la question d'un revers de main fatigué, en arguant de la «*complexe réalité*» pour finalement noyer le poisson de l'exploitation dans les eaux confusionnistes des «*différences culturelles*», des «*conditions particulières dans le Tiers-Monde*», des soi-disant progrès dans les dits pays socialistes, de la charge plus ou moins lourde du labour... toutes choses qui aboutissent à démanteler la communauté d'intérêts qui nous relie.

Relier les anneaux de la chaîne

Partir de *ce qu'il y a de commun*, c'est reconstituer la chaîne brisée par les particularités. Suivre cette démarche conduit à refuser d'exister comme un tas de maillons séparés, atomisés, charriant chacun un intérêt spécifique. Peut-être alors pourrions-nous rattacher chaque maillon circonstanciel à la grande chaîne organique que forme l'ensemble des exploités de ce monde. Une chaîne de force pour briser les fils invisibles qui, partout dans le monde, lient le «travailleur libre» au salariat.

Ainsi par exemple, il y a moins de différence de situation et d'intérêts entre des exploités du tiers monde et des pays développés qu'entre l'exploiteur et l'exploité de n'importe laquelle de ces régions du monde. Et il en va de même pour les «pays socialistes». Après plus de 75 années de mystification stalinienne, il apparaît de plus en plus clairement aux yeux de tous que des pays tels la Russie ou la Chine n'ont jamais quitté le monde capitaliste, et que les mesures protectionnistes ou les nationalisations opérées dans ces régions n'ont en rien rompu avec le capitalisme traditionnel. Là-bas comme partout régnait et règne encore le travail salarié, l'exploitation de l'homme par l'homme, l'argent, l'armée, l'état,...

Cavanna évoque avec ironie la mystification de la nationalisation des mines décidée par les stalinien du Parti Communiste français dans le gouvernement d'après-guerre. En 1945 en effet, comme les capitalistes du monde entier, le PCF appelle à arrêter les grèves et à travailler plus pour augmenter la production (et donc les profits): *«Donc, plus question de grèves, fallait produire à tout va pour relever la France et l'industrie. Alors on a craché dans nos mains (...) Un sacré coup, oui! En deux ans, à force de sueur et d'ampoules, on avait dépassé le niveau d'avant-guerre. Faut dire aussi que les mines avaient été enlevées aux compagnies pourries qui avaient collaboré avec l'ennemi, et nationalisées. C'est ça qui nous remontait le moral! On était les patrons, vous comprenez? Qu'on croyait... Parce qu'en fait on nous avait couillonnés. Mais ça on l'a su plus tard.»* (Les enfants de Germinal - Cavanna)

Ici aussi, comme en Russie à Cuba ou en Chine, on a fait croire à l'ouvrier que substituer un patron «public» à un patron «privé» transformerait la nature de l'exploitation qu'il subissait, tout comme on faisait croire qu'il suffisait de peindre le capitalisme en rouge pour le supprimer. Voilà une autre manière de couper une partie des exploités de la lutte générale de leurs frères de misère.

Il existe des milliers de semblables mécanismes dont la fonction est d'occulter l'existence d'une même communauté d'intérêts entre les «prolétaires du monde entier». Les uns disent qu'ici on est mieux, les autres affirment qu'ailleurs c'est pire. Du nord au sud et de l'est à l'ouest, d'innombrables bonnes ou mauvaises intentions participent à l'atomisation des maillons de la servitude. Et quand ces séparations ne prennent pas la géographie pour base, c'est la sociologie ou le culturel qui s'en mêle: dans ces domaines, on dissocie le rural de l'urbain, l'ouvrier de l'employé, l'étudiant du travailleur, le wallon du flamand, etc.

Cette petite ballade dans le monde de la séparation s'affirme définitivement comme une bataille tenace pour tenter de relier les fils épars et défaits d'une classe sociale qui a vu son unité brisée par autant de mystifications subies. Elle nous conduit tout naturellement chez les mineurs. Elle nous conduit au fond.

Sous terre, seulement des prolétaires

Ici, au fond de la mine, dans la peur d'un coup de grisou ou d'un éboulement, toutes les séparations chantées par l'idéologie dominante s'effondrent. Ici, il n'y a plus de dieu, plus de patrie, plus de belges ou d'immigrés, plus de «Bataille du charbon» ou de «Plan Quinquennal». Que cela soit en Chine, en Belgique, aux USA ou en Afrique du Sud, il n'y a plus qu'un tas d'hommes suant du charbon sous le joug des cadences imposées.

Ici au fond de la mine, il n'y a plus qu'une et une seule classe sociale: *le prolétariat*¹. La nationalité n'a pas d'importance pour les exploités. Mais ce qui est clair aussi, c'est qu'il n'y a pas un seul bourgeois qui tient le marteau-piqueur. Pas de confusion possible. Seul le prolétariat travaille et seule la bourgeoisie

¹ Oui, on a bien lu, on parle des «prolétaires», ceux-là même que le libéralisme a enseveli jusque dans la terminologie et dont on disait pourtant qu'ils parviendraient un jour, en s'unissant, à briser les chaînes de l'oppression et à enterrer le capitalisme. On sait qu'il n'est pas de bon ton aujourd'hui d'appeler un chat un chat. Des mots comme exploitation, prolétaires, plus-value, capitalisme,... ne trouvent pas leur place dans une société dominée par l'euphémisme et la dictature du «politically correct». Pour notre part, on préfère continuer à parler du «chef de personnel» et du «balayeur de rue», plutôt que du «directeur en ressources humaines» et du «technicien de surface».

en tire profit.

La guerre révèle de façon plus marquante encore cette distribution des rôles. Quel que soit le capitaliste qui s'empare des mines, il n'y envoie que des ouvriers.

En 1940, l'état allemand y enverra trimer les prisonniers russes. Lisez les *prolétaires* russes, pas les officiers de l'Armée Rouge, pas les bureaucrates, pas les gestionnaires de l'état. En 1945, l'état belge y envoie creuser les prisonniers allemands. Pas les dignitaires nazis, les hauts officiers SS, les ministres fascistes, les banquiers, non, les simples soldats. Prolo dans leur pays, prolo au front, prolo au fond de la mine. Et quand il faudra relâcher les prisonniers allemands et qu'une majorité de mineurs belges refuseront de retourner mourir pour du charbon, l'état belge décrètera une «*mobilisation civile de toutes les personnes occupées dans les charbonnages depuis le 10 septembre 1944*» en précisant que «*les ex-mineurs qui se soustrairaient à cette mobilisation civile seraient exclus du bénéfice du chômage mais aussi passibles d'une peine de prison de 8 jours à un an et d'une amende de 26 à 100.000 francs...*» (extrait de l'Arrêté-loi paru dans le Moniteur belge d'avril 1945 et cité dans «*L'appel à la main d'œuvre italienne...*» - Anne Morelli). Libéré de la guerre, l'ouvrier reste prisonnier du capitalisme. Enfin, quand il fut clair que malgré ces mesures, il n'y aurait jamais assez de belges pour retourner au charbon, les états belges et italiens signèrent les accords de juin 1946, qui précipitaient des dizaines de milliers de jeunes italiens dans le noir des profondeurs minières. Des jeunes italiens sans travail, sans terre, sans argent, sans autre propriété que leurs bras. Des *prolétaires*. Pas des hauts fonctionnaires du Ministère du Travail, pas des rentiers ou des gros commerçants.

Comme on le voit, la recherche inaltérable du profit anéantit toutes les considérations idéologiques, politiques, nationalistes,... Seule une certaine «reconnaissance» sociale subsiste qui voit les bourgeois, quelles que soient les guerres qu'ils se livrent, refuser d'envoyer leurs semblables souffrir sous les coups du labeur. Une confirmation du vieil adage qui veut que les loups se battent, mais ne se mangent pas entre eux. Les loups en surface, les rats sous la terre. Au fond. Au fond de l'exploitation...

Car quel métier imposé à l'homme a-t-il plus concentré l'inhumanité d'une société dont le seul souci est le profit?

Quel autre métier que celui de mineur de fond a-t-il à ce point nié l'être humain pour le soumettre aux exigences délirantes de la rentabilité économique? Quel autre métier a-t-il conduit l'homme à ramper comme un rat plusieurs heures par jour dans des galeries noires, bruyantes et puantes, parfois étroites de 30 centimètres? Quel autre métier a-t-il placé l'homme face à une telle destruction de son propre corps? Quel autre métier a-t-il permis qu'un jour on justifie la transformation des organes de respirations de l'homme en véritable chair à charbon? Quel métier a-t-il autant humilié l'homme, jusqu'à le contraindre à manger aux côtés de ses propres excréments? «*Au fond de la mine, pas de réfectoire ni de toilette, pas de robinet d'eau pour enlever la poussière de vos mains, ni de votre bouche, pas possible de rincer celle-ci (...) et ce n'est que quand les circonstances le permettent que l'on peut rapidement satisfaire ou apaiser ses besoins, sur les lieux mêmes de votre travail au milieu des dangers et des saletés, devant bien souvent manger aussi à cette même place tout comme du bétail humain.*» (La bataille du charbon - Alexandre Lambrix)

Sans oublier les morts. Ceux des grandes catastrophes, bien sûr, une liste interminable. Mais ceux du quotidien aussi, morts un par un, et pour lesquels il n'y a pas le bruit des photographes de journaux à sensation... On n'insistera pas ici sur l'horreur vécue par ces millions d'hommes de par le monde qui furent condamnés aux mines -comme on condamnait aux galères- parce qu'il leur fallait survivre.

Comment «donner un sens» à ces souffrances et à ces morts?

Le capitalisme assurait aux mineurs qu'ils mouraient pour la patrie, qu'ils souffraient pour chauffer les familles sans charbon, qu'ils travaillaient pour eux-mêmes ou pour le pays ou pour le «socialisme» puisque les mines étaient nationalisées... La réalité une fois démaquillée de toutes ces mystifications, on constate que les mineurs sont morts pour le taux de profit, pour la compétitivité de l'entreprise, pour la hausse des actions de la Fédéchar... et pour un salaire qui leur permettait à peine de payer un loyer et nourrir une famille.

Le capitalisme ne «donne» pas de sens, il le «chiffre». Il relève des taux de profit. Il quantifie des

marchandises importées². Il spéculait sur le futur de l'exploitation, mais pas sur le sort des mineurs. «*Chez ces gens-là, Monsieur, on ne vit pas, on compte !*»³.

Au lendemain même de la catastrophe de Marcinelle, qui avait laissé plus de 250 morts sur le carreau, un journaliste ne déclarait-il pas déjà: «*Il manque trois mille ouvriers mineurs pour assurer une exploitation normale des entreprises houillères du bassin de Charleroi. Où les trouver? Il est douteux que ce soit désormais en Italie. On parle de main d'œuvre portugaise et espagnole qui s'ajouterait aux travailleurs italiens et grecs installés chez nous.*» (Ajax - Le Soir du 11 août 1956)

Ce n'est même pas du cynisme, c'est la tragique réalité d'une société toute entière axée sur le bien-être des capitaux accumulés et non des hommes.

Mourir pour cela n'a définitivement pas de sens: il faut chercher celui-ci ailleurs. Si le «sens» que propose l'exploitation ne convient pas, il faudra bien en définir un par nous-mêmes. Pour cela, il faut d'abord sortir de la mine, prendre de la perspective et oublier un instant tout ce qui caractérise «immédiatement» le mineur. Il faut qualifier les eaux communes dans lesquelles nagent le mineur italien ou le chômeur américain, la paysanne chinoise ou l'employé de banque zaïrois et dénoncer l'existence universelle d'un monde qui suspend les vies à un salaire. En retournant à la mine après ce large détour, on verra alors que ce n'est que dans la lutte pour qu'il n'y ait plus jamais de «vies suspendues aux salaires» que se trouve le sens à donner aux souffrances des mineurs ou de toute autre catégorie d'exploités particulièrement attaquée. Ouvrons donc cette large parenthèse, quittons momentanément les mineurs et changeons de niveau d'abstraction.

«Changer de niveau d'abstraction⁴» pour expliquer la réalité est extrêmement pénible aujourd'hui.

Un exemple. Les restructurations battent leur plein, la crise est plus profonde que jamais, les entreprises licencient à tour de bras sur la planète entière... et l'on continue à se tourner vers le chômeur pour lui demander les raisons de son refus de chercher du travail!

Il y a quelques semaines encore, lors d'un débat télévisé, un pauvre bougre qui, depuis son licenciement avait centré toute son existence sur la recherche d'emploi, clamait sa fierté d'avoir retrouvé un travail. Il s'acharnait, dès lors, à démontrer aux chômeurs du monde entier qu'ils étaient seuls responsables de leur sort et qu'il constituait, lui, la preuve vivante des infinies possibilités de réintégration existant dans le circuit du travail. Des tas de gens avaient beau lui démontrer qu'il était impossible, en Belgique, de faire rentrer «physiquement» plus de 600 000 personnes sur un marché dominé par des entreprises qui licencient à n'en plus finir, il s'obstinait à reprendre son expérience personnelle particulière pour nier la réalité d'ensemble. Après tout, s'il faisait partie des quelques gouttes d'eau qui s'étaient retrouvées dans la pipette, qu'est-ce qui pourrait bien empêcher le reste de la bouteille d'y entrer?

«*Quand le sage montre la lune, l'idiot regarde le doigt* ».

Aujourd'hui, pour expliquer le chômage, le sage a beau dénoncer l'économie capitaliste, le gouvernement continue à montrer du doigt le chômeur et à le sanctionner.

A ce niveau, la question cesse bien évidemment d'être théorique, le problème de l'état n'étant pas de «comprendre» rationnellement que la bonne ou mauvaise volonté des individus est soumise à la dictature globale de l'économie et du marché, mais bien de «défendre pratiquement» le cadre général dont il est produit et dans lequel s'exerce l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour l'état, ce n'est donc plus un problème de «raisonnement», mais bien une question d'«intérêt». Ce qui dicte la répression du chômeur, c'est le souci du développement des entreprises représentées et défendues par l'état,

² Sur un registre de la Fédération des Charbonnages, nous avons pu lire, pour qualifier l'arrivée d'un contingent de mineurs venus de l'Est avant 1939: «importé de Pologne». La violence de la terminologie a l'avantage de la clarté. L'homme, réduit à sa force de travail sous le règne du capitalisme, n'est rien d'autre qu'une marchandise.

³ Extrait de «Ces gens-là» de Jacques Brel.

⁴ Un «niveau d'abstraction» peut se définir comme un cadre d'explication renvoyant à un aspect plus ou moins particulier, ou plus ou moins général de la réalité. Passer d'un niveau «particulier» de l'explication du monde à un niveau «général» provoque actuellement toutes les résistances propres à une société qui préfère globalement «gérer l'impuissance» face à la crise plutôt que de chercher à dépasser le système qui en est la cause.

et non la bonne ou la mauvaise compréhension des lois du marché.

Pour le salarié par contre, saisir le bon niveau d'explication est littéralement une question de vie ou de mort. S'il se persuade que la misère à laquelle il est soudain confronté en étant licencié est le résultat de sa propre incapacité à trouver sa place dans le monde, il risque fort bien de se tromper d'ennemi. Ainsi, aux États-Unis, ces trois dernières années, 13 travailleurs de Caterpillar se sont suicidés du fait des menaces de licenciement que cette entreprise a fait peser sur eux. Ils n'avaient pourtant rien à se reprocher. Leur seul tort était d'avoir accumulé des années d'ancienneté et donc de bénéficier d'un salaire élevé, ce qui nuisait aux intérêts de l'entreprise, soucieuse de les remplacer par de plus jeunes ouvriers payés 30% moins chers.

Dans cet exemple, si ces prolétaires avaient pu recadrer leur situation ne fut-ce qu'au niveau de l'inhumanité et de la vénalité de ceux qui les exploitent, ils auraient certainement survécu.

Changer de niveau d'abstraction, c'est permettre au jeune docker de Lagos, au vieil ouvrier de Caterpillar, à l'hôtesse de l'air américaine ou au mineur français «nationalisé» d'élever leurs souffrances respectives spécifiques *au désir commun* d'exister comme des êtres humains et non comme des marchandises.

En prenant un peu de hauteur, en refusant l'explication immédiate donnée par les journaux et qu'on nous écrase sur le nez: «*tu es chômeur, tu es mineur, tu es immigré, tu es femme, tu es manuel, tu es flamand, tu es intellectuel...*», nous nous rendons à nouveau capables d'affirmer: «*nous ne sommes ni chômeur, ni mineur, ni immigré, ni femme, ni manuel, ni flamand, ni intellectuel... nous sommes le prolétariat!*»⁵.

Pour saisir l'universalité de nos conditions d'exploitation, il faut refuser de s'arrêter à *ce qui semble formellement* et immédiatement différencier ces conditions, et crier bien fort à tous ceux qui nient l'existence des classes sociales, que ce qui constitue le cœur commun de la réalité de tous les exploités de la terre, c'est la dépossession de toute propriété et l'obligation pour survivre de vendre sa force de travail.

Vues sous cet angle, les différences de condition existant entre un mineur du siècle dernier et nos actuelles caissières de grand magasin disparaîtront rapidement. Et ce sera une bonne chose. Parce que toutes ces particularités sont mises si souvent en avant, qu'elles finissent par briser l'unité naturelle entre les prolétaires du monde entier.

Se vendre ou mourir: une règle commune imposée

A l'occasion de la journée des Droits de l'Enfant, un journaliste avait été invité à «BlaBla», l'émission pour enfants de la télévision belge, et dialoguait avec la célèbre marionnette à propos de l'École:

- *Tu sais, BlaBla, il y a des pays pauvres où les enfants n'ont même pas d'école!*
- *C'est vrai que nous on est riches, on vit dans un pays riche!*
- *Exactement. Et nos étudiants qui manifestent si régulièrement leur mécontentement dans les rues feraient bien de s'en souvenir quand ils revendiquent de meilleures conditions pour leur enseignement!*

Mieux que de longs discours, cette conversation approximativement retransmise ici, donne toute la mesure de la fonction qu'assume, dans notre société, le discours sur les conditions différentes dans lesquelles se retrouvent les exploités. Reproduisant jusqu'à la caricature l'idéologie dominante concernant les différences particulières entre le monde dit «riche» et le monde dit «sous-développé», les protagonistes encouragent ici les étudiants à se dire qu'ils sont riches et à ne pas se plaindre de leur sort. Le tour est joué. L'étudiant va sortir de l'école, sans travail parce qu'il n'y en a plus, sans droit immédiat aux allocations de chômage, sans toit s'il part de chez ses parents... bref sans rien, et il s'entend dire qu'en tant que riche dans un pays riche, il ferait mieux de ne pas pleurer sur son sort, qu'il y a des endroits du monde où c'est pire.

⁵ C'est ce qu'avaient répondu, au cours de la Première guerre mondiale, des grévistes anglais accusés par leurs patrons d'être des alliés des allemands parce qu'ils brisaient l'Union nationale: «Nous ne sommes ni anglais, ni allemands, nous sommes le prolétariat!»

La fonction essentielle de tout cela est d'empêcher le prolétaire en Belgique de se reconnaître dans le prolétaire du dit tiers-monde. Et vice versa. Parce qu'à Lagos ou à Bogota, d'autres journalistes ou d'autres militants tiers-mondistes bien intentionnés compléteront l'histoire en prétendant qu'il n'y a pas à se solidariser avec ces masses de prolos embourgeoisés d'Europe, possédant caravane et télé⁶.

Ce qui se met en place dans un tel mécanisme d'explication de la réalité est déterminant dans la négation de toute possibilité de se solidariser et de lutter ensemble contre ce qui nous détruit, ici et là-bas: l'exploitation capitaliste. Il ne s'agit pas de nier le fait qu'à certains endroits de la planète le capitalisme place des masses de prolétaires dans une situation de misère absolue qui ne leur laisse même pas de quoi refaire leur force de travail, et qu'ils en meurent. Il s'agit de montrer que *cette réalité résulte directement des mêmes lois* d'un même marché mondial qui soumet, dans tous les pays du monde, la même classe sociale à la même exigence pour survivre: vendre sa force de travail ou mourir.

Que les régions où se sont concentrées la production et la richesse aient produit quelques mécanismes qui permettent momentanément d'éviter que ne meurent directement ceux qui n'ont pas de propriété et pas de travail, ne remet en rien en question cette réalité fondamentale: le capitalisme est basé partout sur l'existence de masses d'hommes dépossédés de toute propriété (si ce n'est leur force de travail) et dont la survie dépend globalement du travail qu'ils ont ou non.

Tout comme pour les treize «suicidés» de Caterpillar, les conclusions d'une telle affirmation sont vitales parce que prendre conscience du fait que la même cause capitaliste universelle produit partout la même conséquence en termes d'exploitation permet non seulement de ne pas se tromper d'ennemi (ce n'est pas le «blanc» qui exploite le «noir», mais bien les patrons «blancs» et «noirs» qui exploitent les prolétaires «blancs» et «noirs») mais aussi et surtout d'envisager que *seule une dimension internationale de remise en question du monde pourra changer cet état de fait*.

A contrario, si l'on part de certaines conditions d'exploitation locales, si l'on s'attarde sur l'ici et maintenant, non seulement on ne résout ni l'ici ni le maintenant, mais en plus on participe, qu'on le veuille ou non, à la mise en place d'une idéologie qui tire du «particulier» (nos frères qui meurent de faim en Afrique) la justification pour ne pas agir sur le «général» (entamer, ici, une action pour remettre en cause les conditions mondiales d'exploitation de l'homme par l'homme).

On est conscient qu'en situant l'urgence d'une explication des contradictions de ce monde à partir du point de vue le plus général, on renvoie à des perspectives tellement globales qu'elles semblent a priori quelque peu utopiques.

Utopie pour utopie...

Pourtant, elles ne sont pas plus illusoires que l'utopie libérale qui se borne à attendre une reprise qui ne viendra pas ou un monde meilleur découlant du respect des conditions des Accords de Maastricht. Utopie pour utopie, autant partir de ce qui nous semble seul porteur d'humanité et de dépassement: l'appel à l'unité de toutes celles et de tous ceux qui, par delà les frontières, n'ont pour futur que l'angoisse du lendemain et pour présent le réveil matin, cette première humiliation de la journée.

«Renverser la chaîne des oppressions», ouvrir l'espace à l'unité, c'est également le combat que mena Augusto Boal, le créateur des techniques du «Théâtre de l'Opprimé», lorsqu'il appelait l'ouvrier adulte, l'enfant immigré, la femme au foyer, et chaque maillon de la chaîne à retourner sa révolte vers le haut, vers l'opresseur «supérieur», vers l'exploiteur, disait-il, plutôt que de se venger de ses malheurs sur plus faible que lui.

En plagiant Boal, on pourrait appeler à renverser la chaîne des divisions particulières opérées par la société pour cacher le fondamental. Car en partant de ce qu'il y a de spécifique dans une partie du monde, puis dans une couleur de peau, puis dans un pays, puis dans une région, puis dans une ville, puis dans un quartier, puis dans une maison ou un couple,... on se retrouve vite à limiter sa lutte pour un monde meilleur à son seul individu⁷.

⁶ Quel luxe pour tous ceux qui, de plus en plus nombreux en Europe, habitent toute l'année dans leur caravane faute de pouvoir se payer un logement en dur!

⁷ Et même au niveau de l'«individu», ce qui subsiste comme «unité» est très relatif, car il intègre à ce point les déchirements de la société que c'est à une véritable implosion sociale de son être qu'il est confronté. L'unité n'existe plus et, s'il part de lui-même pour «lutter», c'est sans espoir qu'il tentera de recoller les éclats de son être, car ils ne font

De l'ennui généralisé à l'aventure universelle

Le court détour que nous avons effectué par le «tiers-monde» cherchait à mettre en lumière l'importance du refus de transformer en cloisons séparatrices les mille et une situations particulières dans lesquelles s'exerce notre exploitation. Revenons maintenant aux mineurs. Nous cherchions à donner un sens à ce qu'ils ont enduré, et nous avons vu que le capitalisme n'en est pas capable, que l'exploitation n'a pas de sens, si l'on part du point de vue de l'être humain et non des besoins du Capital.

Changeons donc de cadre. Passons à un autre niveau pour resituer maintenant la souffrance des mineurs dans le cadre d'une même classe sociale qui, *aujourd'hui comme hier, au Nord comme au Sud ou à l'Est et à l'Ouest*, cherche toujours désespérément à résister à cette même pression capitaliste qui la contraint à accepter n'importe quoi pour échapper à la misère. C'est à ce niveau-ci, et à ce niveau-ci seulement, que la mémoire des innombrables prolos morts à la mine trouve tout son sens. Elle trouve son sens dans la mémoire vivante d'une classe qui revendique le *caractère universel et commun* de ses souffrances parce qu'elle cherche à abolir *universellement* l'exploitation. Elle trouve son sens dans le fait de rattacher les épreuves du mineur à celles de tous ceux qui, quels que soit leur sexe, la couleur de leur peau, leur nationalité, leur degré de souffrance, leur lieu de travail, sont à la base de tout ce que cette société produit et en sont pourtant complètement dépossédés.

C'est dans la seule *négation* de ces conditions générales d'exploitation que réside la signification à donner à la mémoire des mineurs. Un sens qui n'est pas de l'ordre des justifications, car rien ne justifiera jamais le ravalement de l'homme à l'état d'animal et moins encore à celui d'une marchandise. Un sens qui est de l'ordre d'une direction, d'un combat, d'une attitude vivante et actuelle: relier le fil des souffrances passées de la classe ouvrière à *celles qu'elle endure actuellement*, pour revendiquer dans l'unité l'abolition de tout esclavage.

Cette démarche commence par affirmer que le mineur n'a pas enduré la mine pour extraire du charbon, mais pour que des capitalistes puissent extraire une plus-value. Elle se poursuit par le rejet de toutes les idéologies, de droite comme de gauche, qui ont légitimé la soumission d'êtres humains à de telles conditions d'existence. Elle étend sa critique à la critique de toute forme de situation qui permet à des hommes de s'enrichir en exploitant d'autres êtres humains. Elle se concrétise ici et aujourd'hui de façon vivante, en resituant la mémoire des combats et des défaites des mineurs de l'après-guerre en Belgique dans le cadre de la lutte à mener partout dans le monde, pour refuser la misère et l'absence de perspective.

* * *

Camarade mineur, quand on nous explique aujourd'hui que c'est tellement mieux de travailler chez Caterpillar ou chez Delhaize, et que c'est incomparable à ce que tu as souffert dans la mine, prends la parole, hausse le ton, et témoigne de ton refus de voir la gigantesque statue qu'ils t'érigent servir d'ombre à tous ceux qui, comme toi hier, souffrent aujourd'hui d'être contraints d'accepter n'importe quel boulot pour survivre! Et quand pour s'excuser de t'y avoir envoyé, les grands de ce monde vantent le *courage* que vous avez eu, toi et tes frères, de descendre à la mine, rappelle-leur donc avec véhémence que ce n'est pas le *courage*, mais la *misère* qui t'a jeté dans ce trou profond et que c'est cette même misère qui contraint aujourd'hui ton frère de classe, partout dans le monde, à accepter de «perdre sa vie à la gagner».

Ceux qui t'ont fait souffrir sont ceux qui glorifient aujourd'hui les souffrances que tu as endurées. Il faut dénoncer ces idéologies qui magnifient les tourments des prolétaires les plus défavorisés d'hier pour empêcher ceux d'aujourd'hui de se révolter contre leurs conditions d'exploitation. A l'encontre de tous ceux qui veulent t'enterrer en faisant de toi une relique d'un autre âge, alerte les hommes de notre temps et éclaire de toute l'actualité de ton expérience le jusqu'au-boutisme dont le capitalisme est capable quand il s'agit d'exploiter.

Camarade mineur, participe à ce plaidoyer pour l'affirmation d'une seule et même réponse humaine à l'inhumanité du capitalisme, en appelant les mineurs du monde entier à «se reconnaître dans les souffrances des caissières de grand magasin»...

...et puis aussi dans l'ennui mortel des employés de bureau, dans les colères des jeunes chômeurs, dans la rage contenue d'un étudiant se présentant pour un boulot, dans les regards d'un gosse qui crève

que refléter l'unité brisée d'une société immergée dans des antagonismes produits de la division en classes sociales

de faim, dans les désirs tués des enseignants, dans la détresse d'un demandeur d'asile africain, dans la révolte des banlieusards de tout pays...

«Se reconnaître». C'est sans doute là un premier pas pour prendre conscience qu'une *société qui abolit toute aventure, fait de l'abolition de cette société la seule aventure possible.*